

Motion d'ajournement

• (1600)

J'ai enfin trouvé le temps de lire le discours de la ministre. Elle ne dit vraiment pas pourquoi le gouvernement s'engage dans la privatisation. Elle parle de servir les intérêts de la société, d'utiliser les ressources privées, et de la façon dont on peut le mieux réaliser le potentiel du secteur privé comme secteur dynamique et compétitif. Je peux mentionner des sociétés du secteur privé comme Massey-Ferguson, Dome Petroleum et Maislin Industries qui ont connu toutes sortes de problèmes. Il me semble que la situation s'était améliorée chez Canadair grâce à une injection massive de fonds gouvernementaux et qu'elle réalisait des bénéfices, comme l'a fait remarquer le député d'Ottawa-Centre dans son intervention. Peut-être pourrait-il rappeler ces autres solutions possibles pour la gouverne de la Chambre, pour que nous puissions avoir un véritable débat sur la privatisation.

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre, s'il vous plaît. La période réservée aux questions et observations est vraiment terminée. Le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) voudrait peut-être répondre à la question de son collègue, une très longue question d'ailleurs, aussi vais-je lui accorder une minute pour le faire.

M. Cassidy: Madame la Présidente, je n'oserais pas résumer en seulement une minute toutes les mesures qui doivent être prises en ce qui a trait à la privatisation. Je tiens à signaler, cependant, que nous possédons plusieurs centaines de sociétés d'État et que chaque cas doit être examiné de façon individuelle. On s'apercevra, en définitive, que la plupart, sinon toutes, méritent d'être maintenues dans le secteur public. Cependant, du fait de son idéologie, le gouvernement part du principe qu'il faut se débarrasser de toutes ces sociétés et il n'est pas disposé à examiner les autres solutions qui consistent, notamment, à se lancer dans des entreprises conjointes, à transformer ces sociétés en coopératives et à étudier des moyens grâce auxquels ces sociétés d'État pourraient former des consortiums ou des coopératives avec d'autres sociétés canadiennes ou étrangères. Ce sont là des solutions beaucoup plus créatives que celle du gouvernement conservateur qui consiste à vendre à tout prix.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

La présidente suppléante (Mme Champagne): En conformité de l'article 66 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: L'honorable député de Saint-Léonard—Anjou (M. Gagliano)—La Société canadienne des Postes—a) L'apparente contradiction dans les politiques du gouvernement. b) Les apparentes inéquités relatives aux services postaux; l'honorable député d'Algoma (M. Foster)—Le Commerce extérieur—a) L'annonce de la fermeture d'une scierie à Nairn (Ontario). b) Le rétablissement des emplois—La position du gouvernement; l'honorable député d'Essex—Windsor

(M. Langdon)—L'Industrie pharmaceutique—a) On demande de publier les études d'incidence sur les coûts. b) On demande au ministre de s'engager à publier les études.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LA LOI AUTORISANT L'ALIÉNATION DE CANADAIR LIMITÉE

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M^{me} McDougall: Que le projet de loi C-25, tendant à autoriser l'aliénation de Canadair Limitée et prévoyant des mesures connexes, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La Chambre est-elle prête à se prononcer? Débat. L'honorable député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) a la parole.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Madame la Présidente, je voudrais dire quelques mots sur ce sujet qui est très important. Il s'agit du projet de loi C-25 sur la privatisation de Canadair et concerne la vente de Canadair à Bombardier, une grande société privée canadienne à Montréal.

Pour moi, madame la Présidente, la question importante est l'avenir de notre pays, la question de privatisation. Et qu'est-ce que nous voulons faire, en tant que pays, dans quelle direction nous voulons aller, etc., etc., pour l'avenir du Canada?

Cette question de privatisation a commencé avec l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, M. Sinclair Stevens, il y a deux ans. L'ancien ministre a parlé de la possibilité d'avoir la privatisation de Canadair et de de Havilland. Madame la Présidente, vous êtes au courant de la situation de de Havilland qui a été vendue il y a quelques mois à une grande société privée étrangère, aux États-Unis, la grande société Boeing.

Madame la Présidente, maintenant nous avons une situation qui est un petit peu différente, c'est-à-dire que nous avons maintenant une proposition de vendre la société Canadair à une grande société canadienne au lieu d'une grande société étrangère. Cela fera peut-être une petite différence dans cette situation. Et une deuxième chose est différente cette fois, avec un nouveau ministre—il vient de sortir de la Chambre, madame la Présidente—je pense que le nouveau ministre... et je dis des bons mots du ministre, parce que le nouveau ministre, madame la Présidente, est plus ouvert avec la Chambre que M. Stevens. Il nous a donné beaucoup plus d'information à nous comme députés, que nous en avons eu relativement à la de Havilland. Mais j'ai beaucoup de questions importantes. C'est une question importante pour les ouvrières et les ouvriers de Montréal. C'est une question importante au point de vue du rôle des corporations publiques, des sociétés de la Couronne dans ce pays.